

principales puissances plus d'occasions d'exercer leur influence, par le biais des organisations multilatérales, de même que bilatérales et régionales. On juge donc que le Canada est dans une position qui lui permet d'exercer une influence considérable. Pour que le Canada poursuive et fasse valoir ses vues sur un ordre mondial, il faut d'abord qu'il soit sûr de sa propre sécurité et ainsi crédible au niveau mondial. Ceci établi, il aurait la réputation de "principale" puissance qui prend des positions "de principe". À cet égard, la politique étrangère indépendante qu'on lui demande d'élaborer est vue comme une diversion puisque peu d'États, sinon aucun, n'a vraiment de politique étrangère indépendante.

Au cours d'un débat assez détaillé sur les dépenses militaires du Canada, d'aucuns avancent que notre pays n'a pas de complexe "militaro-industriel". Ils font remarquer que les dépenses dans ce secteur sont minimes et que nos projets liés à la défense témoignent de besoins économiques plutôt que sécuritaires.

En l'absence de Livre blanc, on considère que les dépenses liées à la défense ressortissent d'un exercice largement ponctuel et flou.

Reprenant le débat sur les rapports entre le désarmement et le développement, on avance que le meilleur moyen d'étudier la question est d'en inverser les termes, autrement dit en faisant précéder le désarmement du développement. On estime que le développement pourrait effectivement nous permettre de procéder au désarmement, en créant le milieu et le fondement à partir desquels nous pourrions élaborer des ententes sur le contrôle des armements.

On parle du rôle de la justice et de la morale, à la fois dans la conduite de la politique étrangère et en tant qu'objectif de cette dernière. Alors que d'aucuns estiment que la justice est le principal objectif de la politique étrangère, d'autres nous mettent en garde contre cette approche qu'ils jugent nécessairement fuyante, source d'affrontements et peut-être même d'interventions. On fait remarquer que la morale et les valeurs ne sont pas universellement acceptées. La conduite de la politique étrangère doit donc tenir compte du caractère complexe d'un monde qui cherche à atteindre les meilleurs résultats possibles en faisant les compromis nécessaires. On considère que le Canada lui-même se conduit ainsi puisqu'il a des objectifs précis et "bons" et qu'il fait les compromis raisonnables et appropriés afin de faire progresser et finalement atteindre ces objectifs.